



Lors de raids avant l'aube, la police de Toronto « terrorise » les militants palestiniens

Description

Après une opération qui, selon un expert policier, aurait coûté « sept chiffres », la police de Toronto porte plainte pour crime de haine contre les militants qui ont affiché Indigo

Par Martin Lukacs, le 7 décembre 2023



Mercredi à 5h30 du matin, Sharmeen Khan s'est réveillée avec un policier dans sa chambre qui lui éclairait le visage avec une lampe de poche.

Bientôt, plusieurs policiers se trouvèrent dans son couloir. Ordonnés de se lever, les policiers l'ont regardée, ainsi que son partenaire, s'habiller, avant qu'elle ne soit menottée.

L'appartement de la comptable et éducatrice torontoise a ensuite été fouillé et saccagé : tiroirs vidés, linge jeté sur son lit, des dizaines d'affiches retirées des tubes à affiches et éparpillées dans l'appartement.

Dans toute la ville, une demi-douzaine d'autres personnes ont également été perquisitionnées à leur domicile. Les portes d'entrée ont été brisées, des ordinateurs et des téléphones portables ont été confisqués et toutes les personnes présentes ont été menottées, y compris des personnes âgées, laissant dans leur sillage des familles perturbées et en détresse.

Il s'agit d'un style d'opération qui, selon un expert policier, coûte probablement des centaines de milliers de dollars, voire des millions, et qui est généralement réservé aux saisies d'armes ou de drogue.

Mais le crime prÃ©sumÃ© dans cette affaire est trÃ¨s diffÃ©rent : coller des affiches et Ã©clabousser de la peinture rouge lavable sur les vitrines d'une librairie Indigo de Toronto.

La manifestation contre la PDG d'Indigo, Heather Reisman, qui dirige une fondation qui aide les Ã©trangers Ã rejoindre l'armÃ©e israÃ©lienne, est Ã© traitÃ©e comme un dÃ©lit prÃ©sumÃ© motivÃ© par la haine Ã©, selon un communiquÃ© de presse de la police.

Mais les avocats et les organisations juives progressistes dÃ©noncent les arrestations et les accusations pour avoir tentÃ© de Ã© faire taire Ã© l'activisme en solidaritÃ© avec les Palestiniens, qui ont endurÃ© les bombardements israÃ©liens Ã© Gaza au cours des six derniÃ©res semaines.

Ils affirment que Reisman est une cible de protestation tout Ã© fait lÃ©gitime, surtout Ã© un moment oÃ¹ l'armÃ©e israÃ©lienne a tuÃ© 14 000 Palestiniens, dont beaucoup d'enfants, et oÃ¹ les experts de l'ONU mettent en [garde contre un Ã© risque de gÃ©nocide Ã©](#).

Ã© Des policiers armÃ©s faisant des descentes au domicile de militants pour exÃ©cuter des mandats d'arrÃªt tÃªt le matin constituent une mesure excessive et flagrante Ã©, a dÃ©clarÃ© Irina Ceric, professeure adjointe Ã© la FacultÃ© de droit de l'UniversitÃ© de Windsor. Ã© Il semble qu'il s'agisse d'une tentative d'intimidation et de terrorisation de ces militants. Ã©

Toronto police charge 11 in Indigo store vandalism, report spike in hate incidents
<https://t.co/6D97Qg6klf>

The Globe and Mail (@globeandmail) [November 24, 2023](#)

Les allÃ©gations de crimes haineux sont Ã© ridicules Ã©, selon des organisations juives

Lorsque les affiches et la peinture ont Ã©tÃ© Ã©claboussÃ©es sur Indigo at Bay et Bloor Street le 10 novembre, les gros titres des mÃ©dias ont Ã©tÃ© presque unanimes : il s'agissait d'un acte motivÃ© par la haine.

Un [titre](#) de Global News Ã©tait Ã© Un magasin Toronto Indigo Ã©claboussÃ© de peinture rouge, des affiches attaquant le fondateur juif Ã©. CTV [a diffusÃ©](#) le message Ã© Ã© Attaque antisÃ©mite ignoble : Ã© La police enquÃªte sur un graffiti ciblant le PDG d'Indigo Ã© l'extÃ©rieur d'un magasin du centre-ville de Toronto. Ã© MÃªme le critique indÃ©pendant des mÃ©dias Jesse Brown de Canadaland [a tweetÃ©](#) qu'une Ã© librairie juive [a Ã©tÃ©] vandalisÃ©e Ã©.

La plupart des reportages ont nÃ©gligÃ© de mentionner que, depuis plus de 15 ans, des militants de diverses organisations ont fait campagne pour le boycott d'Indigo en raison du soutien du PDG Reisman Ã© l'armÃ©e israÃ©lienne.

Rachel Small, une organisatrice juive de l'association Ã© Les Juifs disent non au gÃ©nocide et au monde au-delÃ© de la guerre Ã©, a dÃ©clarÃ© qu'il Ã©tait Ã© ridicule Ã© de qualifier ces actions d'antisÃ©mites ou de crime de haine.

« Les organisations juives dénoncent Reisman et ses actions militaires pro-israéliennes depuis des années », a-t-elle déclaré. « Elle s'est donnée pour mission, par l'intermédiaire de sa fondation, de fournir un soutien financier direct aux citoyens canadiens afin qu'ils rejoignent l'armée israélienne qui s'engage actuellement dans un génocide en cours à Gaza. Une couverture médiatique profondément irresponsable a amplifié une histoire trompeuse et a préparé le terrain pour que la police de Toronto enquête de manière inappropriée sur cette affaire, la qualifiant de crime haineux.

Créée en 2005, la [Fondation HESEG](#) propose des bourses aux étrangers pour les encourager à rejoindre l'armée israélienne et à poursuivre leurs études en Israël.

Pour recevoir cette bourse, ces « soldats solitaires » doivent rejoindre l'armée israélienne et accomplir une période de service actif suscitant ainsi des critiques selon lesquelles Reisman contribue aux violations des droits humains commises par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés.

Selon les documents déposés par l'ARC, la fondation a distribué au moins 5,5 millions de dollars en bourses et subventions en 2022 et 6,5 millions de dollars en 2021.

Les affiches collées sur le magasin Indigo le 10 novembre représentaient une image d'une couverture de livre satirique « Le choix de Heather », intitulée « Financer le génocide », et une fausse citation disant : « Je suis heureux d'utiliser les bénéfices de vos achats pour financer l'armée israélienne et bombarder les civils.

Elle est nommée PDG et « Chief Occupation Lover ».

Ceric a déclaré que le [communiqué de presse de la police de Toronto](#), qui déclare que l'enquête est « traitée comme une infraction présumée motivée par la haine », semble conçu pour semer la confusion, sous-entendant que des accusations de crime haineux ont déjà été portées et suggérant que la police pense qu'il est inévitable que le procureur général approuvera les accusations relatives de crimes haineux.

La police n'a pas répondu à la demande de commentaires de The Breach au moment de la publication.



Les campagnes militantes ciblent le soutien de la PDG d'Indigo, Heather Reisman, à l'armée israélienne depuis 2006. Crédit : Flickr

Raids normalement réservés aux « armes et drogues »

Kevin Walby, professeur agrégé de justice pénale à l'Université de Winnipeg et expert en tactiques policières, a déclaré qu'il n'avait « jamais vu » une grande descente de police

ni une enquête sur un crime haineux comme celle-ci pour avoir affiché ou «claboussé» de la peinture sur une propriété privée.

« Ce type de raid est plus typique d'un mandat à haut risque où vous avez un ou deux suspects qui ont des armes à feu ou de la drogue », a déclaré Walby. « Ou c'est ce à quoi on s'attendrait pour une intervention contre un groupe haineux organisé qui préparait d'attaquer de manière imminente un autre groupe avec des armes. »

Walby a déclaré qu'une opération de cette taille aurait coûté des centaines de milliers de dollars, voire des millions. Cela nécessiterait l'approbation de nombreuses personnes, y compris des surintendants et peut-être même du chef de la police.

« La police n'agit pas comme une dame juge aveugle, de manière impartiale », a-t-il déclaré. « Ils sont influencés par un climat dans lequel les manifestations de solidarité palestinienne sont délégitimées par les médias et les politiciens. »

Walby a également suggéré que la police canadienne pourrait avoir des « allégeances » envers leurs homologues israéliens.

Des chefs de police de partout en Ontario se sont déjà rendus en Israël pour assister à des événements organisés par la police israélienne.

La police canadienne travaille également comme [conseillers et formateurs](#) pour les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, qui sont soutenues par Israël. Amnesty International a [documenté](#) que ces forces se livraient à une « campagne de répression effrayante » primant les manifestations pacifiques en recourant à une force illégale, ciblant les journalistes, les militants de la société civile et les avocats par des arrestations arbitraires et en torturant les détenus.

Walby a déclaré que les arrestations étaient « clairement motivées par des raisons politiques ».

« Si la police souhaitait mettre un terme aux activités motivées par la haine, elle ne serait pas difficile à trouver. Mais la police semble s'efforcer d'intimider ce mouvement, de décourager les gens de se rassembler dans les rues et de les empêcher d'agir directement en faveur de la liberté et de la justice pour les Palestiniens. »

« S'en prendre à des militants pacifistes avec une accusation motivée par la haine ? jette le discrédit sur l'idée d'un crime de haine. Une accusation de haine, comme attaquer quelqu'un en raison de sa nationalité, de son appartenance ethnique, de sa sexualité ou de sa religion, est une accusation très grave. Mais cela n'a rien à voir avec ce qui est passé. Au lieu de cela, la police semble être lancée dans une campagne de diffamation contre les personnes qui avaient collé des affiches. »

Be sure to check out today's Toronto Sun! pic.twitter.com/zednTiQQ0V

à?? Toronto Sun (@TheTorontoSun) [November 24, 2023](#)

Les conséquences dâ??une campagne de Â« diffamation Â»

Parmi les personnes arrÃªtÃ©es figurent des organisateurs communautaires, des enseignants, des travailleurs juridiques et des militants syndicaux.

Selon les organisateurs proches du dossier, sept maisons ont Ã©tÃ© perquisitionnÃ©es entre 4h30 et 6h00 du matin.

Des vÃ©hicules de police ont campÃ© devant une maison toute la nuit, effrayant les habitants.

Dans une autre, des parents ont Ã©tÃ© menottÃ©s sous les yeux de leurs enfants.

Dans un autre encore, la police a demandÃ© aux membres de la famille de ne pas parler leur langue maternelle, une langue autre que lâ??anglais.

Une autre personne nâ??Ã©tait pas chez elle lorsque la police est arrivÃ©e dans la matinÃ©e, alors la police a enfoncÃ© la porte. La personne est revenue plus tard dans la journÃ©e pour trouver la porte hors de ses gonds, la maison entiÃ¨rement accessible et une chaise de patio jetÃ©e dans le jardin de devant.

Les organisateurs affirment que la police avait reÃ§u des mandats dâ??arrÃªt la veille Ã 13 heures, ce qui signifie que des arrestations auraient pu Ãªtre effectuÃ©es pendant la journÃ©e.

Â«La police avait des mandats dâ??arrÃªt, elle aurait donc pu intervenir Ã un moment plus normalÂ», a dÃ©clarÃ© Ceric, professeur de droit Ã lâ??UniversitÃ© de Windsor. Â« Il nâ??y a eu aucune allÃ©gation de violence dans cette situation, et on ne sâ??attendait pas Ã ce quâ??il y ait des armes mettant qui que ce soit en danger. Il Ã©tait totalement inutile dâ??exÃ©cuter les mandats de cette maniÃ¨re.Â»

Une personne avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e la semaine prÃ©cÃ©dente et trois autres se sont rendues jeudi. Tous doivent comparaÃ®tre devant le tribunal en janvier 2024.

Lorsque Khan a finalement Ã©tÃ© libÃ©rÃ©e de dÃ©tention mercredi aprÃªs-midi, elle est retournÃ©e dans une maison de lâ??ouest de Toronto plongÃ©e dans le dÃ©sarroi.

Depuis le raid Ã lâ??aube, elle a du mal Ã dormir.

Et aprÃªs que la police a publiÃ© les noms des personnes arrÃªtÃ©es et quâ??ils ont Ã©tÃ© publiÃ©s en premiÃ¨re page du Toronto Sun, ses comptes sur les rÃ©seaux sociaux ont Ã©tÃ© inondÃ©s de messages racistes et sexistes, y compris des suggestions de viol.

Â« Jâ??ai peur que les gens dÃ©couvrent oÃ¹ jâ??habite Â», dit-elle. Â« Il y a tellement de haine lÃ - bas. Â»

Source : [The Breach](#)

Traduction : AJC pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©e
2023/12/12